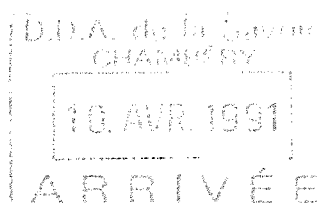


**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté portant autorisation d'augmentation de production et régularisation administrative de fonctionnement d'une installation de production de salmonidés d'eau douce sur le territoire de la commune de CHAMOUSSET

LE PREFET DE LA SAVOIE

VU les articles 103, 106, 107, 109 et L 230-1 à L 232-12 du Code Rural, et notamment les articles L 231-6, L 231-7, L 232-5 et L 232-6

VU le décret du 1er août 1905 pris pour l'application des dispositions codifiées de l'article 107 du Code Rural ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 1906 portant règlement général sur les cours d'eau non domaniaux ;

VU le décret du 24 octobre 1925 fixant les conditions imposées aux portions de cours d'eau ou canaux à aménager en enclos ;

VU le décret n° 61-987 du 24 août 1961 relatif au Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, et notamment les articles 6 1°) et 3°), 9 et 23 ;

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 précitée ;

VU le décret n° 68-335 du 5 Avril 1968 relatif à la coordination interministérielle dans le domaine de l'eau ;

VU le décret n° 73-218 du 23 février 1973 portant application des articles 2 et 6 (1°) de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 susvisée et les arrêtés d'application du 13 mai 1975 ;

VU la circulaire interministérielle du 22 janvier 1973 relative au contrôle de la qualité et au débit des eaux usées rejetées dans les eaux superficielles et dans les eaux de mer ;

VU le décret n° 75-177 du 12 mars 1975 portant application de l'article 6 (3°) de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 susvisée et l'arrêté pris pour son application ;

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement modifiée et complétée par la loi n° 85-361 du 3 juillet 1985 :

VU les décrets n° 77-1133, 77-1134 du 21 septembre 1977 et n° 82-756 du 1er septembre 1982 pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 susvisée :

VU le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature :

VU le décret n° 85-1400 du 27 décembre 1985 fixant les formes et les conditions des concessions et autorisations de pisciculture et les modalités de déclaration des plans d'eau existants mentionnés à l'article L 231-7 du Code Rural :

VU la demande du 31 octobre 1990 présentée par M. Stéphane HACQUART, domicilié à CHAMOUSSET, pour être autorisé à exploiter une installation de production de salmonidés d'eau douce sur le territoire des communes de CHAMOUSSET : Section ZI, parcelles n° 4 et 5 et de SAINT PIERRE d'ALBIGNY : Section ZE, parcelle n° 134 :

VU les plans et documents annexés à cette demande :

CONSIDERANT que l'installation projetée est soumise à autorisation prévue à la rubrique n° 58-8 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi définie :

- Animaux vivants (établissements de vente, de transit, de soins, de garde, d'élevage, d'exposition, fourrières, etc.... renfermant des) :

- Salmonidés d'eau douce ou non :

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1990 prescrivant l'ouverture ~~publique~~ en mairie de CHAMOUSSET du 3 janvier au 1er février 1991, d'une enquête publique sur la demande en date du 31 octobre 1990 de M. Stéphane HACQUART :

VU les dossier correspondants de ces enquêtes et le rapport dressé le 15 février 1991 par le commissaire-enquêteur :

VU les avis de MM. le Directeur départemental de l'Equipement, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur départemental de la Protection Civile, le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes, le Directeur départemental des services d'Incendie et de Secours, le Directeur départemental de l'Architecture, l'Inspecteur du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricole :

VU les délibérations des Conseils municipaux des cinq communes à avoir répondu dans les délais impartis par l'enquête publique sur les dix concernées par cette enquête, soit : BOURGNEUF, CHAMOUSSET, FRETERIVE, HAUTEVILLE, SAINT JEAN-DE-LA PORTE :

VU l'avis de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 5 mars 1991 :

VU l'avis de la Fédération départementale des Associations Autorisées de Pêche et de Pisciculture en date du ...

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène dans sa séance du 2 avril 1991,

VU la lettre de la S.A. Pisciculture du Pont Royal, en date du 3 avril 1991,

A R R E T E

ARTICLE 1er : - OBJET

1.1. la S.A. Pisciculture du Pont Royal située à Chamousset, est autorisée aux conditions énumérées ci-après :

- d'une part, à exploiter un enclos piscicole pour l'élevage de salmonidés d'eau douce et à prélever une partie des eaux du ruisseau de La Bialle pour les rejeter après usage ;

- d'autre part, à porter la capacité de la production annuelle de cette installation située sur le territoire des communes de CHAMOUSSET, section ZI, parcelles n° 4 et 5 et de SAINT PIERRE D'ALBIGNY : Section ZE, parcelle n° 134, à 220 tonnes de salmonidés d'eau douce ;

1.2. L'activité de cette installation est rangée sous la rubrique n° 58-8° de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi définie :

- animaux vivants (établissements de vente, de transit, de soins, de garde, d'élevage, d'exposition, fourrières etc... renfermant des) - (8°) salmonidés d'eau douce ou non.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DE L'INSTALLATION

2.1. Ouvrages : Ils comprennent :

2.1.1. Les bassins : au nombre de 30, d'une largeur de 6 mètres et d'une longueur variant de 10 à 100 mètres, pour une profondeur moyenne de 60 centimètres, en majorité terrassés dans le terrain naturel. La surface totale de ces bassins est de l'ordre de 12 000 m².

2.1.2. Les prises d'eau : l'eau de La Bialle pénétrera dans la pisciculture par trois prises d'eau de largeur 130 cm, espacées de 180 m chacune. Des grilles de 10 mm d'écartement seront installées sur ces prises d'eau pour empêcher tout mouvement de poissons entre la pisciculture et la rivière. La distribution de l'eau entre les bassins sera ensuite assurée par des conduites de 1 000 mm enterrées. L'alimentation de ces prises d'eau est assurée par la présence d'un seuil situé à l'aval. La pisciculture sera également alimentée par une source et des forages, situés en rive gauche de La Bialle, dont le débit total est estimé à 270 l/s en étiage. Cette source et ces forages seront connectés à la conduite desservant les bassins.

2.1.3. Bassin de décantation : A la sortie des bassins, l'eau sera conduite par un canal vers un bassin de décantation d'une surface d'environ 10 000 m². A la sortie de ce bassin sera installée une grille d'écartement 10 mm. pour empêcher tout mouvement de poissons entre la pisciculture et la rivière.

2.1.4. Locaux d'exploitation : La pisciculture comprendra :

- Un bâtiment couvert pour la production annuelle de 5 millions d'oeufs de salmonidés :
- Des locaux d'exploitation : Bureau, habitation du gardien, local de stockage des aliments, constructions à usage de garage et atelier.

2.2. Conformité au dossier de demande - Modification

2.2.1. Tous ces ouvrages seront réalisés avec soin, suivant les règles de l'art, avec des matériaux de bonne qualité et conformément aux plans et aux données techniques du dossier de demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

2.2.2. Les agents des services chargés de la police de la pêche et de celle des eaux, habilités pour le constat des infractions en matière piscicole auront, en permanence, libre accès au chantier des travaux et ouvrages en exploitation.

2.2.3. Si dans le délai imparti, le permissionnaire ne s'est pas conformé aux dispositions prescrites, l'Administration pourra prononcer sa déchéance et dans tous les cas, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais de ce dernier, tout dommage de son fait et ce, sans préjudice des sanctions pénales relatives aux infractions de pêche et de régime des eaux.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux initialement accepté sans y être préalablement autorisé.

2.2.4. Toute modification de l'installation devra, avant exécution, être portée à la connaissance du Préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.

En particulier :

- . tout changement de fabrication ou toute modification du traitement des effluents ayant pour effet de modifier l'origine ou la composition de ceux-ci devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation ;
- . tout changement aux ouvrages susceptibles d'augmenter le débit instantané maximum de déversement devra faire l'objet d'une nouvelle réglementation.

ARTICLE 3 : CONDITIONS :

3.1. Générales

Sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans les installations classées ;
- les prescriptions ayant fait l'objet de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 20 février 1981 concernant les piscicultures soumises à déclaration.

3.2. Particulières

3.2.1. Prise d'eau

le prélèvement d'eau dans le ruisseau de La Bialle ne pourra excéder en étiage 580 l/s.

Au droit de chaque prise, il sera mis en place un chenal de tarage du débit. De plus, le débit réservé minimum à maintenir en permanence dans le cours d'eau ne devra pas être inférieur à 140 l/s.

Ce débit réservé sera maintenu dans le cours d'eau par surverse sur le seuil situé à l'aval de l'installation et avec passage préférentiel dans la passe à poissons qui devra être aménagée de façon à permettre la remontée des truites fario et des ombres communs présents dans la rivière.

Il sera mis un repère fixe permettant la vérification immédiate de la valeur du débit.

3.2.2. Qualité des eaux de rejet

Les eaux de rejet devront en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 13 mai 1975 portant application du décret n° 73-218 du 23 février 1973 répondre aux conditions suivantes :

- PH compris entre 5.5 et 8.5
- température inférieure à 22° C
- ne provoquer aucune coloration visible du milieu récepteur
- être exemptes de matières flottantes
- ne pas excéder les valeurs ci-dessous relatives à la concentration aux flux de pollution
- débit de rejet supérieur ou égal au débit de prélèvement

| Paramètres | Flux journaliers en Kg/j | Concentration dans le rejet mg/l |
|------------|-----------------------------|-------------------------------------|
| DBO5 | 225 | 2.7 |
| MES | 442 | 5.3 |
| NH4+ | 45 | 0.5 |
| PO4 3- | 7.5 | 0.1 |

3.2.3. Contrôle des effluents

Le permissionnaire mettra, sur leur réquisition, à la disposition des agents des services publics et notamment à ceux visés au paragraphe 2.2.2. ci-dessus, le personnel et les appareils nécessaires aux mesures et expériences permettant de constater l'exécution du présent arrêté.

En application des dispositions de l'article 16 du décret n° 73-218 du 23 février 1973, du décret n° 75-177 du 12 mars 1975 et de l'arrêté du 7 juillet 1983 pris pour l'application de ce dernier, des prélèvements seront effectués suivant le programme ci-après :

4 mesures par an seront pratiquées dont une au moins, au plus fort de la production et une à l'étiage. Les éléments mesurés seront : débit, température, PH, oxygène dissous, DB05, DCO, Ptotal, PO43-, MES, NTotal, NH4+.

Ces prélèvements seront effectués : dans La Bialle à l'amont de la première prise d'eau, à l'amont du bassin de sédimentation, à l'aval de ce bassin, à l'aval du rejet après les buses SNCF.

En cas de présomption d'infractions aux lois et règlements en vigueur ou de non conformité aux dispositions de la présente autorisation, des vérifications hors programme et inopinées pourront intervenir.

Le permissionnaire supportera les frais de prise d'échantillons et d'analyses, à l'exception de ceux correspondant aux vérifications hors programme et inopinées.

A l'issue d'une période d'une année de fonctionnement de l'installation, un bilan des résultats et prélèvements effectués sera établi afin d'évaluer précisément l'importance des rejets en fonction des différents paramètres. Ce bilan permettra de proposer au CDH un éventuel réajustement des normes de concentration retenues.

3.2.4. Limitation du stock maximum de poissons

Le stock maximum de poissons en présence simultanée sur l'ensemble des bassins sera limité à 100 tonnes. Cette valeur de stock pourra évoluer en fonction de modifications des conditions d'alimentation des poissons, du dispositif de dépollution, en respect de l'article 3.2.2. du présent arrêté.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS - PRESCRIPTIONS GENERALES

Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans les conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Toutes mesures efficaces seront prises pour que les émissions d'odeur provenant des installations ou de leurs annexes ne constituent une source de nuisances pour le voisinage.

4.1. Curage

Le permissionnaire contribuera aux travaux d'entretien et de curage du ruisseau de La Bialle prescrits dans un but d'intérêt général, dans la proportion dans laquelle ses prises d'eau ou, et, son rejet aura nécessité des travaux.

S'il en est besoin et sur réquisition de l'Administration, il sera tenu de curer sur la longueur qui lui sera prescrite le ruisseau de La Bialle, à l'amont de sa prise d'eau et en aval du point de rejet.

De plus, un curage régulier du bassin de sédimentation sera pratiqué selon les résultats des analyses de suivi.

Pour ne pas relarguer les dépôts accumulés, des précautions seront prises lors de la vidange des bassins d'élevage et de décantation. Ces opérations de vidange ainsi que la destination des boues seront consignées dans un cahier mis à la disposition des services chargés de la police des eaux et de l'inspection des installations classées.

4.2. Entretien

Les installations seront entretenues en bon état de conformité avec les conditions de la présente autorisation et si des travaux de réparation s'imposent le permissionnaire, en avisera au moins quinze jours à l'avance la D.D.A.F.

4.3. Remise en état des lieux

Dans tous les cas où la présente autorisation viendrait à être rapportée ou révoquée, les lieux devront être remis en leur état primitif par le permissionnaire et à ses frais.

ARTICLE 5 : CARACTERE ET DUREE DE L'AUTORISATION

5.1. caractère

L'autorisation donnée pour l'enclos piscicole, la prise d'eau et le rejet des eaux dans le ruisseau de La Bialle l'est à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucun dédommagement si, à quelque époque que ce soit, l'Administration reconnaît de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la pisciculture, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages accordés.

5.2. Durée

Cette même autorisation distincte de celle concernant les installations classées pour la protection de l'environnement est accordée pour une durée de trente ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf renouvellement ou sauf retrait prononcé en application des articles 4.5 et 6 du décret du 24 octobre 1925.

ARTICLE 6 : DROITS DES TIERS

Ils sont et demeurent réservés.

ARTICLE 7 : PERMIS DE CONSTRUIRE - DESSERTES

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

ARTICLE 8 : ANNULATION - DECHEANCE

L'autorisation accordée au titre des installations classées cessera de porter effet si l'installation n'est pas ouverte dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, ou si son exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 9 : TRANSFERT - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement devra faire l'objet, avant sa réalisation, d'une déclaration au Préfet et, le cas échéant, d'une nouvelle autorisation.

En cas de changement d'exploitant, le successeur devra, dans le mois qui suit la prise de possession, en faire la déclaration au Préfet.

ARTICLE 10 : EXTENSION D'ACTIVITES

Si l'exploitant veut ajouter à son activité une autre activité classable, même de classe inférieure à celle de l'objet du présent arrêté, il devra se pourvoir d'une nouvelle autorisation ou faire une nouvelle déclaration.

ARTICLE 11 : ACCIDENTS - INCIDENTS

Tout accident ou incident de nature à nuire à l'environnement sera déclaré sans délai à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 12 : CODE DU TRAVAIL

Toutes les prescriptions édictées au titre III, livre II du Code du Travail et par les textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail seront respectées.

ARTICLE 13 : PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

L'administration se réserve le droit d'imposer ultérieurement toutes les mesures complémentaires que pourraient nécessiter la sauvegarde :

- soit de la sécurité, de la salubrité ou de la commodité du voisinage
- soit de la santé publique
- soit de l'agriculture

ARTICLE 14 : NOTIFICATION - PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

Une copie sera déposée en mairie de CHAMOUSSET où elle pourra être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché en mairie de cette commune pendant un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par le maire.

Un extrait de cet arrêté identique au précédent sera affiché en permanence dans l'installation par le bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du permissionnaire dans deux journaux locaux.

ARTICLE 15 : EXECUTION

M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Savoie, M. le Maire de la commune de CHAMOUSSET, M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire.

Ampliation en sera également adressée à M. le Président de la Fédération départementale des associations agréées de pêche et de pisciculture, à M. le Garde Chef-Commissionné de la pêche.

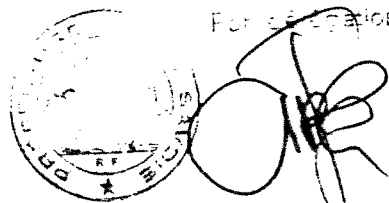
CHAMBERY, le 4 AVR. 1991

LE PREFET,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,

PREFECTURE DE LA SAVOIE
DAGR - 2eme bureau

Pour ampliation
Par délégation,



Gérard CROTE

FRANÇOIS DUTTI